Sociétés et Humanités
Université Paris Cité

Mémo 3D

Défense
Diplomacie
Développement

N° 5 Novembre 2024

Les enjeux politiques des crises

De l'analyse des catastrophes au concept de crise

L'analyse des accidents technologiques majeurs du XXe siècle puis les impacts du changement climatique ont imposé la notion de crise, d'une part, pour l'analyse des catastrophes (e.g. Programme et Groupement d'Intérêts Scientifiques : Risques collectifs et situation de crise du CNRS – juillet 2000) et d'autre part, pour leur prise en charge par les pouvoirs publiques (Circulaire n° 5767/SG du 12 janvier 2012 abrogée par la Circulaire n° 6095/SG du 1er juillet 2019).

L'analyse et la régulation des crises s'est ainsi imposée comme un enjeu incontournable des politiques de sécurité et de défense. Le terme de crise, issu du grec « krisis », nous renvoie par son étymologie à une étape décisive, et dans le domaine médical, où il désigne un point de basculement pouvant conduire au rétablissement ou au pire dénouement. Cette signification a évolué pour s'inscrire aujourd'hui dans toutes les sphères sociales, créant ainsi un enjeu conceptuel majeur pour les sciences sociales.

Ulrich Beck, dans son ouvrage « La société du risque », montre comment la modernité est désormais définie par la régulation perpétuelle des risques qui accompagne le développement technologique. Pour Edgar Morin [1], la « crisologie » - étude approfondie des crises – permet d'enrichir notre compréhension de ce phénomène.
A la suite de nombreux auteurs, Nadia Veyrié [2] propose de définir une crise comme un moment décisif, crucial dans le déroulement incertain des processus sociaux. Cette conceptualisation étendue s'avère essentielle pour saisir les dynamiques de crise appelés aussi processus crisiques.



"Forest Fire", Vadyslav Dukhin pour Pexels

Les crises sont aujourd'hui considérées comme des phénomènes uniques produits par l'enchevêtrement spécifique à chacune, des processus qui l'engendrent (processus naturels, technologiques, politiques, économiques, sociaux, etc.).

Remerciements à Amira Othman, Khadim Mbow, Maryline Cannou Specht, Université Paris Cité.

Crises à bas bruit : des évènements isolés aux crises globales

Depuis les années 1980, les travaux scientifiques témoignent d'une transformation des analyses qui modélisent d'abord des événements isolés et ponctuels puis des situations globales et continues. Rob Nixon [3] évoque cette tendance dans le concept de « catastrophe lente » pour décrire les crises climatiques comme des phénomènes progressifs, souvent invisibles et étalés dans le temps, mais dont les impacts sont tout aussi dévastateurs. Les crises, mêlant impacts écologiques et sanitaires, tensions sociétales et criminalités, conflits géopolitiques et armés, sont autant de manifestations de cette acception. Ces crises, bien que diverses, partagent un point commun : elles surviennent d'abord de manière insidieuse et leurs effets sont profonds et durables.



"Rubbles caused by an Earthquake", (Aquila, Italie)
de Angelo_Giordano pour Pixabay

Nous observons une transformation des paradigmes scientifiques et des représentations des crises. Ce qui autrefois était considéré comme des événements isolés et ponctuels s'est révélé être un ensemble de processus continus et interdépendants. Cette évolution scientifique est particulièrement visible dans le domaine environnemental (sociétal et écologique). La déforestation en Amazonie, qui a commencé à s'accélérer dans les années 80, n'était initialement perçue que comme une série d'incidents localisés. Aujourd'hui, elle est reconnue comme une crise environnementale, majeure et continue, affectant notamment le climat mondial et la biodiversité.

De même, la pollution plastique des océans, d'abord considérée comme un problème marginal, est maintenant comprise comme une crise globale persistante, avec des micro plastiques délétères retrouvés dans les régions les plus reculées de la planète. Robe Nixon capture l'essence des phénomènes crisiques dans son concept de catastrophe lente. Il décrit les crises environnementales comme des phénomènes progressifs et invisibles, étalés dans le temps, mais dont les impacts sont tout aussi dévastateurs que des catastrophes soudaines.

Le dérèglement climatique en est le parangon. Bien que ces impacts se manifestent lentement et sur des décennies, ces conséquences sont profondes et durables. Par exemple, la montée des niveaux des mers, progressive d'une année à l'autre, menace à long terme, toutes les personnes vivant dans des zones calcaires basses. De même, l'acidification des océans, un processus lent mais continu, met en péril les écosystèmes marins sensibles avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour la chaîne alimentaire marine.

Cette transformation dans l'analyse des crises étend le domaine environnemental à l'écologie et au domaine sociétal. Les conflits armés et les tensions sociétales liées à l'accès aux ressources (en particulier l'énergie et l'eau) illustrent cette complexité. Les conflits armés comme celui en Syrie, montrent comment les tensions locales peuvent se transformer en crise régionale durable avec des répercussions mondiales.



"The ground fractured by the effects of drought and climate change on a lake in Mexico", (2019, Ensenada, Mexico) Photo Beto de Getty Images

Les crises partagent un point commun : elles évoluent souvent lentement et de façon parcellisée mais des effets cumulatifs et d'interdépendances les cristallisent sur le long terme et leurs impacts profonds et durables remodèlent nos sociétés et nos écosystèmes de manière fondamentale.

Les enjeux politiques des crises



"Climate change, Wildfires release carbon dioxide emissions and other greenhouse gases that contribute to climate change and global warming."
Toa55 de Getty Images

Dérèglements climatiques : une question de justice environnementale

Les dérèglements climatiques représentent l'une des sources les plus significatives des crises globales actuelles. Avec la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les vagues de chaleurs, les ouragans, les sécheresses ou les inondations, les sociétés deviennent de plus en plus vulnérables.

Les vagues de chaleurs sont causées principalement par les émissions de gaz à effet de serre. C'est ainsi qu'en 2022, l'Europe a connu une vague de chaleurs sans précédent, avec des températures dépassant les 40°C dans plusieurs pays, causant des incendies dévastateurs et des pertes de récoltes importantes. Les ouragans, de plus en plus puissants, illustrent également cette tendance. L'ouragan Dorian, qui a frappé les Bahamas en 2019, était l'un des plus puissants jamais enregistré dans l'Atlantique, causant des dégâts estimés à plus de 3,4 milliards de dollars.

De même, les sécheresses prolongées affectent de vastes régions du globe. En Californie, la sécheresse qui a duré de 2011 à 2017 a été la plus longue et la plus intense de l'histoire des États-Unis, entraînant des pertes économiques massives dans le secteur agricole. Les inondations, autre manifestation des dérèglements climatiques, touchent de plus en plus de régions. En 2024, les inondations en Espagne ont causé plus de 200 morts et des dégâts matériels considérables.

Ces événements mettent en lumière la vulnérabilité croissante des sociétés face aux aléas climatiques. Susan Cutter [4] désigne ce phénomène grâce au concept de « vulnérabilité différentielle » [4], soulignant que les effets des crises varient fortement selon les régions et les groupes sociaux. Les populations socialement marginalisées sont disproportionnellement affectées, révélant les profondes inégalités dans la distribution des risques climatiques. Elle souligne que les impacts de crises ne sont pas uniformes, mais varient considérablement selon les régions et les groupes sociaux.



Ouragan Dennis, Key West, Floride de 12019 pour pixabay

Face à cette réalité, la justice climatique interroge les politiques de sécurité et de défense. Les petits états insulaires comme les Maldives ou Tuvalu sont menacés d'extinction par la montée des eaux, alors qu'ils contribuent très peu aux émissions de gaz à effet de serre. Plus encore, les analyses de la crise liée à l'ouragan Katrina en 2005 montrent que la survenue de la crise comme l'ampleur de ses impacts est le fruit de la distribution économique et sociale des quartiers de la Nouvelle-Orléans et des inégalités socio-économiques profondément ancrées dans les politiques, les infrastructures et les sociabilités.

Crise de la COVID-19 : biopolitique, surveillance et gestion des corps

Les crises sanitaires, exacerbées par des événements tels que la pandémie de COVID-19, révèlent les failles structurelles des systèmes de santé publique et les inégalités des systèmes sociaux-économiques. Jeanine Hortoneda [5], en reprenant le concept de biopolitique développé par Michel Foucault, pour analyser la sécurité des territoires face aux risques de crise, montre comment la régulation des crises sanitaires est souvent liée au contrôle politique des populations. Didier Fassin (2010) poursuit cette réflexion en mettant en évidence que la régulation de ces crises reflète voire renforce les structures de pouvoir. En ce sens, les crises sanitaires, au-delà des impacts directs sur la santé, interrogent le rôle de l'État et les mécanismes de surveillance et de gestion des corps.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des failles profondes des systèmes de santé public à l'échelle mondiale. Dans de nombreux pays, y compris ceux considérés comme ayant des systèmes de santé avancés, la crise a révélé un manque criant de préparation et de ressources. Par exemple, en Italie, l'un des premiers pays européens durement touchés, les hôpitaux se sont rapidement retrouvés débordés, manquant de lits en soins intensifs et d'équipements de protection pour le personnel soignant. Aux États-Unis, la fragmentation du système de santé a conduit à des disparités flagrantes dans l'accès aux soins et aux tests, exacerbant les inégalités socio-économiques préexistantes.

Ces exemples illustrent comment l'accueil sanitaire a exposé les faiblesses structurelles des systèmes de santé, mettant en évidence la nécessité d'investissement à long terme dans les infrastructures de santé publique et la préparation des pandémies. La fin de la crise a également mis en lumière les mécanismes de contrôle biopolitique, tels que théorisés par Michel Foucault et appliqués par Jeanine Hortoneda au contexte de la régulation des risques de crise. Les mesures de confinement, de contrôle des contacts et de vaccination obligatoire ont soulevé des questions sur l'équilibre entre sécurité sanitaire et libertés individuelles. En Chine par exemple, l'utilisation massive de la surveillance numérique pour contrôler la propagation du virus a été saluée pour son efficacité mais critiquée pour ses implications en terme de vie privée. En France, l'introduction de l'application Stop Covid (plus tard TousAntiCovid) a suscité des débats similaires sur la collecte et l'utilisation des données personnelles.



"Nasal Antigen Covid 19 Test", Neirfy pour Canva

Ces exemples montrent comment la régulation de la crise sanitaire est inscrite dans une logique de contrôle des populations interrogeant le rôle de l'État dans la surveillance et la gestion des corps.

Les travaux de Didier Fassin sur la régulation des crises sanitaires mettent en évidence comment ces situations reflètent et renforcent les structures existantes de gouvernance sociétale. La pandémie de COVID-19 a exacerbé des discriminations socio-économiques, impactant plus gravement des communautés marginalisées et/ou invisibles. Au Brésil par exemple, les populations indigènes de l'Amazonie ont été particulièrement vulnérables, non seulement en raison de leur accès limité aux soins de santé, mais aussi à cause d'une politique gouvernementale qui a négligé leurs besoins spécifiques.



"Man reading paper near decayed building", Hrishi Thacker de Pexels

Pauvreté et conflits armés, la colonialité des rapport de pouvoirs

La persistance de la pauvreté extrême et des conflits armés révèle les racines historiques et sociales des inégalités globales. Ces inégalités accentuent en effet la vulnérabilité de certains groupes sociaux face aux crises contemporaines, dans les multiples dimensions des crises économiques, politiques, écologiques ou sanitaires.

Aníbal Quijano [5] dans sa théorie de la « colonialité du pouvoir » [7] , analyse comment les hiérarchies et les structures de domination héritées du colonialisme maintiennent certaines populations dans une précarité durable.

La « colonialité du pouvoir » offre un cadre d'analyse puissant pour comprendre la persistance de la pauvreté extrême et des conflits armés dans de nombreuses régions du monde. Cette théorie met en lumière comment les infrastructures héritées de l'ère coloniale continuent de façonner les rapports de pouvoir et les inégalités économiques à l'échelle mondiale.

Par exemple, en Amérique latine, la concentration des terres entre les mains d'une minorité considérée comme une élite, souvent descendante des colons européens, perpétue des inégalités économiques profondes. Ces inégalités historiques issues de la colonialité du pouvoir accentuent la vulnérabilité de certains groupes face aux crises contemporaines. Dans le contexte des changements climatiques, les populations indigènes et les communautés rurales pauvres sont souvent les plus durement touchées.

En Afrique subsaharienne, où les frontières tracées par les puissances coloniales ont ignoré les volontés ethniques et culturelles, de nombreux conflits armés trouvent leurs racines dans ces divisions artificielles.

Le conflit du Darfour, au Soudan, illustre comment les tensions entre groupes ethniques, exacerbées par la compétition pour des ressources rares, dans un contexte de changement climatique, dégénèrent en violence à grande échelle.

Le conflit du Darfour qui a fait des centaines de milliers de victimes et déplacé des millions de personnes met en évidence la façon dont les rapports de pouvoir hérités des ères coloniales interagissent avec les défis contemporains pour produire des crises complexes.

La perspective de la colonialité des rapports de pouvoirs permet de comprendre que les crises actuelles ne sont pas des phénomènes aléatoires, mais le produit de dynamiques des pouvoirs profondément ancrées dans l'histoire.

Cette approche est particulièrement pertinente pour analyser les conflits liés aux ressources naturelles dans les pays en développement. Par exemple, en République démocratique du Congo, la richesse en minéraux du pays, loin d'être une bénédiction, a alimenté des décennies de conflits armés. L'exploitation de ces ressources, initiée pendant l'ère coloniale, continue de bénéficier principalement aux entreprises multinationales et aux élites locales, tandis que la majorité de la population vit dans une pauvreté extrême. Ce paradoxe entre abondance et pauvreté montre comment les structures économiques héritées de la colonisation perpétuent des cycles de pauvreté et de violence, même dans des pays riches en ressources naturelles.

Remerciements à Amira Othman, Khadim Mbow, Maryline Cannou Specht, Université Paris Cité.

[1] Morin, Edgar, (1984) « Pour une théorie de la crise », in Sociologie, Paris, Fayard, pp. 139-153.
[2] Veyrié, N. (2016) Fragments de vie dans une société de la crise Expérience de la précarité des étudiants en travail social. Le Sociographe, N° 55(3), 57-69.
[3] Nixon R., (2013), Slow Violence and the Environmentalism of the Poor [2011]. Cambridge (MA) ; London : Harvard University Press, XIII-353 p.
[4] Cutter, S.L. (2006). Hazards Vulnerability and Environmental Justice (1st ed.). Routledge.
[5] Quijano A., (2007), « Race » et colonialité du pouvoir », Mouvements 2007/3 (n°51), pp. 111-118.